



Communiqué de la FSU 59/62

Rentrée 2024 : Loin des annonces tonitruantes, le grand bond en arrière pour les élèves et les personnels

La suppression pour la 7^e année consécutive d'emplois dans l'Education témoigne des véritables priorités gouvernementales à rebours des gesticulations et annonces à l'emporte-pièce d'un ministre extrêmement communiquant alors que nous alertons depuis plusieurs années sur la dégradation des conditions d'enseignement, sur l'affaiblissement des équipes pluri-professionnelles ou encore la dégradation de la santé mentale des élèves-accélérée par la multiplication des crises...- autant de causes qui pèsent sur la réussite des élèves.

Les effectifs par classe,-faut-il le rappeler?-sont dans notre pays les plus élevés de l'Union Européenne tant dans le 1^{er} degré avec 22 élèves en moyenne contre 19 au niveau européen qu'en collège avec 26 élèves en moyenne contre seulement 21 en Europe.

Si ces dernières années, le choix avait été fait de préserver relativement le 1^{er} degré, avec notamment des dédoublements en Éducation Prioritaire, l'idéologie comptable ainsi que les préjugés idéologiques dictent désormais leur loi. L'académie compte en effet le plus grand nombre d'emplois supprimés dans les écoles au niveau national avec une saignée de 219 emplois pour nos deux départements. Certes les prévisions démographiques prévoient une baisse de l'ordre de 2%, mais celles des inégalités sociales et scolaires, elles, sont bien à la hausse: notre académie compte en effet désormais aussi des enfants à la rue ...

Des fermetures de classes et une augmentation des effectifs, y compris en Education Prioritaire sont à prévoir. Et que dire des conditions du remplacement qui risquent encore de se dégrader ? Près de 230 classes l'an dernier sans remplaçant.e chaque jour dans notre académie: faut-il le rappeler?

Que dire des Rased qui n'en finissent pas d'agoniser ? Des élèves en situation de handicap "sans solution" ou avec une prise en charge insuffisante? Un seul exemple: dans le Pas-de-Calais, 1747 élèves notifiés ULIS sont en attente d'une place....

Dans le 2nd degré, Lille perd encore 104 emplois (et 95 ETP sont redéployés) soit 1204 depuis 7 ans, loin des déclarations fanfaronnes du Ministre. Les termes ne sont donc pas seulement comptables, ils obéissent à un "Choc des Savoirs", violent et injuste pour les élèves, notamment les plus fragiles puisqu'il fait le choix de renoncer à une Education émancipatrice pour toutes et tous, de réduire encore et toujours l'offre de formation en collège et en lycée (suppression définitive de la technologie en 6^{ème}, réduction du choix des langues vivantes, réduction des enseignements de spécialité, réduction d'1/3 de l'offre de formation en lycée professionnel, fermetures de sections de BTS ...) d'augmenter encore les effectifs par classe y compris et surtout en Education Prioritaire, dont 1 élève sur 3 relève dans le Nord/Pas-de-Calais, et de mettre en place un tri social dès la 6^{ème} via la mise en place de groupes de niveaux au sujet desquels toute la recherche montre non seulement l'inefficacité mais aussi les effets désastreux pour tous les élèves.

De plus, le Ministre supprime 2 emplois de CPE alors que les vies scolaires explosent et qu'il paraît que la lutte contre le harcèlement serait une priorité. Aucune création d'emplois de psyEN non plus, ni de personnels infirmiers ou sociaux alors que les besoins sont criants : explosion du mal être chez les élèves, explosion de la pauvreté, multiplication des missions, secteurs alourdis, non reconnaissance de la

profession, les collègues en épuisement professionnel non remplacé.e.s, les temps partiels refusés ou non compensés...

Pour les personnels administratifs, le ministère s'acharne sur une académie saignée depuis plusieurs années. Ce sont à nouveau 6 emplois dans les services qui sont rayés et qui s'ajoutent aux 168 suppressions depuis 2013 (et 3 suppressions dans les services de la Région Académique). Autant d'atteintes à la qualité du service public. Autant de conditions de travail encore dégradées.

Pour la FSU59/62, c'est tout le contraire qu'il faudrait pour assurer démocratisation, cohésion sociale, en bref conforter l'idéal républicain: profiter de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'enseignement, développer l'offre de formation, conforter les équipes pluri-professionnelles, donner les moyens nécessaires à l'inclusion, développer la formation continue des personnels, stopper la frénésie de réformes plus destructrices les unes que les autres... Bref donner du temps et des moyens. Faire confiance aux personnels et leur apporter un soutien qui a encore fait défaut à Auchel, où les personnels attendent toujours que le Ministre, pourtant très communicant, reconnaisse publiquement leur engagement sans faille au service de l'Ecole publique.

Lille, le 22 décembre 2023